

N° DP 24/145

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER DE SANITAIRES PUBLICS DANS LE PARKING MARTINI

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention de mise à disposition ci-annexé,

CONSIDERANT que la commune de LA SEYNE-SUR-MER, régulièrement sollicitée par des administrés, a demandé à la Métropole d'installer des sanitaires publics au sein du parking Martini, situé rue Jean-Baptiste Martini, ouvrage relevant de la sphère de compétence de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

CONSIDERANT qu'il a été convenu, après réception, que cet équipement d'une surface de 6,26 m², soit mis à disposition de la Commune qui en assurera seule le bon fonctionnement, l'entretien et les réparations éventuelles,

CONSIDERANT que cette occupation répond directement à un besoin public, notamment en termes de salubrité publique,

CONSIDERANT qu'en raison de l'intérêt général poursuivi par cette mise à disposition consentie pour une durée de douze (12) ans et du transfert des charges de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à la Commune de LA SEYNE-SUR-MER, il ne sera sollicité aucune contrepartie financière de la part de la Commune,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition à titre gratuit pour une durée de douze (12) ans, au profit de la commune de LA SEYNE-SUR-MER des sanitaires publics situés au sein du parking Martini, 5 rue Jean-Baptiste Martini.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes that form a stylized representation of the name 'Jean-Pierre Giran'.

20 MAY 1974

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DES SANITAIRES PUBLICS SIS RUE JEAN
BAPTISTE MARTINI AU PROFIT
DE LA COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision du Président n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

D'une part

ET

La Commune de La Seyne-sur-Mer, domiciliée 20 Quai Saturnin Fabre, CS 60226, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex, représentée par son Maire en exercice, Madame Nathalie BICAIS, agissant en vertu

Ci-après dénommé « la Commune »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a fait installer des sanitaires publics situés 5 rue Jean-Baptiste Martini à La Seyne-sur-Mer, à la demande de la Commune régulièrement sollicitée à ce sujet par ses administrés.

Il a été convenu qu'après réception, cet équipement qui répond à un besoin d'intérêt public, notamment en termes de salubrité publique, sera mis à disposition de la Commune qui en assurera seule le bon fonctionnement, l'entretien et les réparations éventuelles.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La Métropole met à disposition de la Commune de La Seyne-sur-Mer des sanitaires situés, sis à La Seyne-sur-Mer, 5 rue Jean-Baptiste Martini, d'une surface de 6.26 m², tels qu'ils figurent sur le plan ci-joint, dont les horaires d'ouverture sont les suivants : 7h00-20h00. Ces horaires n'ont cependant aucun caractère définitif et pourront être librement modifiés par la Commune en fonction des besoins.

ARTICLE 2 – DUREE

La présente convention est conclue pour la durée de 12 ans. Elle prendra effet à compter de la notification de la présente convention.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Aux motifs de l'intérêt général poursuivi et du transfert des charges de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à la Commune la Seyne-sur-Mer, cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

La Commune :

- Prendra les lieux en l'état sans pouvoir exiger aucuns travaux de la part de la Métropole à quelque titre que ce soit,
- Devra souscrire et délivrer à la Métropole sur simple requête, les polices d'assurance (ainsi que la preuve du règlement des primes) qu'il est tenu de souscrire,
- Supportera tous les travaux nécessaires concernant les biens mis à disposition, y compris ceux incombant normalement à la Métropole. Il devra, au préalable, les soumettre pour accord à la Métropole,
- Fera son affaire personnelle des aménagements nécessaires afin de permettre l'occupation des lieux en toute sécurité et supportera également l'entretien des installations et le nettoyage des lieux,
- S'engage à ne retirer aucun profit à quelque titre que ce soit de cette occupation,
- Acquittera tous les impôts et taxes de toute nature (y compris l'impôt foncier) pouvant être dus en raison de l'occupation,
- Est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité civile pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,

- S'engagent à signaler à la Métropole toutes informations utiles susceptibles d'avoir une incidence quelconque sur l'occupation et / ou la destination des lieux.

L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente mise à disposition.

La Commune déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole.

ARTICLE 5 – TRAVAUX ET ENTRETIEN

La Commune est tenue au bon entretien des sanitaires mis à disposition. En effet, tous les travaux d'entretien, de maintenance et de réparation sont à sa charge exclusive et devront être effectués dans les règles de l'art, y compris ceux relevant de la Métropole.

ARTICLE 6 – FLUIDES

La Commune fera son affaire personnelle des contrats (consommation et abonnement) d'eau et toute autres charges qui seront à sa charge, à l'exclusion de l'électricité qui sera supportée par la Métropole.

ARTICLE 7 – EXCLUSION DE RESPONSABILITE

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit.

Elle ne pourra être tenu pour responsable des dégradations, vols, ou détournement concernant les biens mis à disposition.

La Commune, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

Sauf travaux d'urgence, la Commune en sera informée par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

La Commune fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 31 janvier**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

9-1 : Polices d'assurances

La Commune devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

La Commune est tenue d'assurer elle-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

9-2 : Sinistre

En cas de sinistre, la Commune aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, la Commune ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

9-3 : Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont l'Occupant pourrait être victime dans les locaux loués.

ARTICLE 9 – CESSATION, REVOCATION, RESILIATION DE L'AUTORISATION

La Métropole se réserve le droit d'abroger cette convention à tout moment si les besoins l'exigeaient et sans indemnité.

Les deux parties peuvent procéder à la résiliation de la convention, sous réserve d'un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception, à tout moment et sans motif.

ARTICLE 10 – CONTESTATION

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera le seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 11 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente autorisation font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente autorisation. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

ARTICLE 12 – ANNEXE

- Plan sanitaire public Martini

Fait à Toulon, le

Le Maire de La Seyne-sur-Mer

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

Nathalie BICAIS

Jean-Pierre GIRAN



